

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MARCHE DE TRAVAUX : POLE ENFANCE HAUT CONFLENT

Séance du 17 décembre 2025
Dûment convoqué le 9 décembre 2025

En l'an 2025, le mercredi 17 décembre à 17 heures, les membres du conseil communautaire se sont réunis en séance publique, sous la présidence de M. Pierre BATAILLE, Président de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes.

Présents (19) : J.-P. ASTRUCH, P. BATAILLE, P. CAMPS, J. CORDELETTE, J.-L. DEMELIN, M. GARCIA, J. GARRABE-POUGET, S. GAUMOND, J.-L. LACUBE, C. LANDRIEU, J.-D. LAPORTE, S. POLATO, M. POUDADE, S. PRUDENTOS, P. RIU, M. SANTANACH, A. TAHOCES, S. VAILLS, C. VERDAGUER.

Absents (14) : H. BAUDET, M. BLANC, A. BOUSQUET, C. DELIAS, F. DESCLAUX, A. HUG, A. LUNEAU, F. MARTIN, C. NOLIN, F. OMAHSAN, P. PETITQUEUX, S. PONS, M. RIFF, G. VICENS.

Pouvoirs (3) : P.-L. LE TAON-BARRES (à J.-L. DEMELIN), D. MARIN (à M. POUDADE), P. BLANQUE (à P. BATAILLE)

Secrétaire de séance : Joelle CORDELETTE.
Acte n° : CCPC-2025351-022

Rapport

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération en date du 18 février 2019, le conseil communautaire a approuvé le principe de la maîtrise d'ouvrage du projet de construction d'un pôle enfance pour le RPI Haut Conflent sur la commune de La Cabanasse.

VU la délibération en date du 17 juin 2019, le conseil communautaire a décidé d'approuver le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre ainsi que son organisation.

VU la délibération en date du 30 septembre 2019, le conseil communautaire a décidé d'approuver le choix des 3 candidats sélectionnés pour la phase finale du concours restreint de maîtrise d'œuvre.

VU la délibération en date du 20 janvier 2020, le conseil communautaire a décidé d'attribuer le concours restreint de maîtrise d'œuvre au groupement d'architecte GARRABE A+RCHITECTURE.

VU la délibération en date du 3 juin 2024, le conseil communautaire a validé la signature de l'avenant 01 correspondant à une reprise de l'APS.

VU la délibération en date du 3 juin 2024, le conseil communautaire a validé la signature de l'avenant 02 correspondant à une reprise de l'APS 2.

VU la délibération en date du 3 Février 2025 le conseil communautaire a validé la signature de l'avenant 03 correspondant à des modifications administratives du contrat MOE.

VU la délibération en date du 27 octobre 2025, le conseil communautaire a validé le classement infructueux et la relance des lots 8, 12, 13 et 17.

CONSIDERANT la nécessité de procéder à deux phases eu égard aux lots infructueux qu'il fallait relancer ;

CONSIDERANT qu'il convient donc d'attribuer l'ensemble des lots ;

Vu la procédure de marché suivante :

Pour tous les lots sauf les lots 8, 12, 13 et 17 :

Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20251217-CCPC-2025351-22-DE
Date de réception préfecture : 22/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché de travaux correspondant est alloté en 18 lots.

Montant estimatif des 18 lots : 8 984 346.85 € HT

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 32 mois.

Mise en ligne de la consultation sur notre profil acheteur www.e-marchespublics.com le 30.06.2025

Résultat de la consultation

La procédure a été clôturée le 08/08/2025 à 12h et 19 offres ont été reçues dans les délais (validité des offres est de 150jrs);

Pour les lots 8, 12 et 13 :

Marché public passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique et suivant du Code de la commande publique.

Le marché de travaux correspondant est alloté en 18 lots et 3 lots ont été relancés en procédure adaptée.

Montant estimatif des 18 lots : 9 134 962 85 € HT

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 32 mois.

Mise en ligne de la consultation sur notre profil acheteur www.e-marchespublics.com le 28.10.2025

Résultat de la consultation

La procédure a été clôturée le 25/11/2025 à 12h et 13 offres ont été reçues dans les délais (validité des offres est de 120jrs)

Pour le lot 17 :

Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché de travaux correspondant est alloté en 18 lots et 1 lot a été relancé en procédure formalisée.

Montant estimatif des 18 lots : 9 134 962.85 € HT

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 32 mois.

Mise en ligne de la consultation sur notre profil acheteur www.e-marchespublics.com le 28.10.2025

Résultat de la consultation

La procédure a été clôturée le 28/11/2025 à 12h et 2 offres ont été reçues dans les délais (validité des offres est de 120jrs)

VU le tableau d'analyse suivant :

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20251217-CCPC-2025351-22-DE
Date de réception préfecture : 22/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

N°	Description	Pondération
Pour les LOTS 01 à 15 :		100
1	Prix	55
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	45
2.1	Présentation des moyens humains et matériels	11
	<i>Moyens humains: Phase étude d'exécution + Phase chantier (CV, qualifications...) 7 pts</i> <i>Moyens matériels: Phase étude d'exécution + Phase chantier (listing...) 4 pts</i>	
2.2	Mode Opératoire	14
	<i>Méthodologie détaillée 4.5 pts</i> <i>Organisation de chantier 4.5 pts</i> <i>Autocontrôle mis en place pour la bonne réalisation des travaux 5 pts</i>	
2.3	Qualité des matériaux	9
	<i>Fournisseurs 2.5 pts</i> <i>Documentations techniques 6.5 pts</i>	
2.4	Détails des délais d'exécution	7
2.5	Démarche Environnementale	4
Pour les LOTS 16 à 18		100
1	Prix	40
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	60
2.1	Présentation des moyens humains et matériels	15
	<i>Moyens humains: Phase étude d'exécution + Phase chantier (CV, qualifications...) → 9 pts</i> <i>Moyens matériels: Phase étude d'exécution + Phase chantier (listing...) → 6 pts</i>	
2.2	Mode Opératoire	18
	<i>Méthodologie détaillée → 6 pts</i> <i>Organisation de chantier → 6 pts</i> <i>Auto contrôle mis en place pour la bonne réalisation des travaux → 6 pts</i>	
2.3	Qualité des matériaux	12
	<i>Fournisseurs → 3 pts</i> <i>Documentations techniques → 9 pts</i>	
2.4	Détails des délais d'exécution	9
2.5	Démarche Environnementale	6

CONSIDERANT

Marché de Travaux : POLE ENFANCE HAUT CONFLENT PHASE 1		
Entreprise	LOT	Montant
DURAND ET FILS	01-GROS OEUVRES	2 855 769.78€
PERPI CHARPENTE	02-CHARPENTES	1 477 109.89€
SMAC	03-ETANCHEITE	185 572.06€
HIJOSA	04-MENUISERIE INTERIEURES	306 039.93€
LEONARD ET OLIVE	05-METALLERIE	118 172.10€
QUINTA	06-CLOISONS	439 379.97€
CARAYON	07-MENUISERIE INTERIEURE	346 553.40€
ATELIER MONTES	09-REVETEMENTS DE SOLS	154 873.70€
PAINO	10-PEINTURE	73 107.13€
OTIS	11-ASCENSEUR	51 200€
PANNEAUX SOLAIRES	14-PHOTOVOLTAIQUE	78 098€
SN ROUGER	15-EQUIPEMENT RESTAURATION	110 000€
GUINTOLI/NGE	16-TERRASSEMENT	619 020€
JOCAVEIL/EHTP	18-RESEAUX SECS	111 697€

Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20251217-CCPC-2025351-22-DE
Date de réception préfecture : 22/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

Vu l'avis de la commission CAO du lundi 20 octobre 2025 proposant de retenir les entreprises ci-dessus

VU l'avis de la commission MAPA du lundi 15 décembre 2025 proposant de retenir les entreprises suivantes :

Marché de Travaux : Pôle enfance Haut Conflent Phase 2						
Entreprise	LOT	Note Prix	Note Valeur Technique	Note Totale	Classement	Montant
JS Carrelage	LOT 08- Revetement de sols durs-faïences	55	43	98	1	95 036.46€
Afonso Carrelage		54.8	43	97.8	2	
SOGETREL	LOT 12 PLOMBERIE	55	10	65	7	
RENARD		51.78	39	90.78	2	
AXIMA		49.16	44	93.16	1	870 000€
CEGELEC		48.88	36	84.88	4	
AGTHERM		51.07	36	87.07	3	
IBANEZ		47.80	29	76.80	5	
FLUIDE CONCEPT		45.72	24.5	70.22	6	
SOGETREL	LOT 13 ELECTRICITE	54.12	23	77.12	4	
CEGELEC		55	31.5	86.5	1	598 000€
ABADIE		54.89	30	84.89	3	
EDISON		53.47	32.5	85.97	2	
FAUCHE		45.52	27.5	73.02	5	
COLAS	LOT 17 VOIRIE	40	52.8	92.8	1	799 086.50€
TP66		38.51	53.5	92.01	2	

Après avoir entendu l'exposé du Président,

il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver la proposition de la Commission MAPA, telles que détaillées ci-dessus ;
- D'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide (à l'unanimité) :

- D'approuver la proposition de la Commission MAPA, telles que détaillées ci-dessus ;
- D'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le jour, mois et an ci—dessus.

Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20251217-CCPC-2025351-22-DE
Date de réception préfecture : 22/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

Affiché le :
Transmis en sous-préfecture le
Document exécutoire à compter du



Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20251217-CCPC-2025351-22-DE
Date de réception préfecture : 22/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

